

INFORMATIONS

MIDI-PYRENEES

B
U
L
L
E
T
I
N

DU COMITE REGIONAL C.G.T.

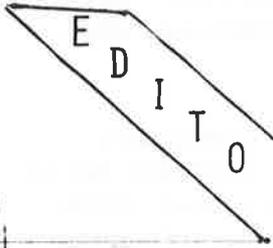
N° 29 - OCTOBRE 1979

S
O
M
M
A
I
R
E



- MOBILISATION SUR LE TERRAIN DE TOUTES NOS ENERGIES.
- BATAILLE CONCRETE POUR LES ELECTIONS PRUD'HOMALES.
- L'ACTION EST PAYANTE
- LA VO DANS LES PTT
- CONTRE LA FERMETURE DES MINES, LA CGT COMMUNIQUE.
- TRACT REGIONAL SUR LA VENUE DE GISCARD EN AQUITAINE
- INTERVENTION DE PERILLAT AU CESR
- SITUATION DE L'EMPLOI
- AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS VICTIMES DE LA POLITIQUE ANTI-SOCIALE.
- ACTIVITES REGIONALES.
- VACANCES, UN BILAN D'AUSTERITE.

NUMERO D'INSCRIPTION A LA CP: 579 D 73
Directeur: Bernard RIBEIRA
Imprimerie: UD CGT 19 Place Saint Sernin
31070 TOULOUSE
prix: 1 F 00



UNE MOBILISATION SUR LE TERRAIN DE TOUTES NOS ENERGIES

Notre Région comme au plan national connaît un développement important des luttes que nous devons encore impulser et coordonner au maximum.

Depuis la semaine du 3 au 7 SEPTEMBRE où la C.G.T. seule a appelé les travailleurs à riposter à l'agression du pouvoir et du patronat, c'est plus d'une centaine d'entreprises en lutte que nous avons recensé dans notre Région.

Comme en témoigne le bilan dressé dans ce bulletin, des succès sont arrachés dans les luttes. C'est là la démonstration que la réaction des travailleurs lorsqu'elle est suffisamment forte peut empêcher le gouvernement et le patronat d'imposer l'avalanche des mesures anti-sociales. C'est aussi la preuve éclatante que la semaine d'action de la C.G.T. a eu des répercussions bénéfiques sur le prolongement et le développement des luttes, sur l'unité, sur les succès revendicatifs.

LES PROBLEMES DE L'UNITE -

L'accord confédéral C.G.T.-C.F.D.T. est comme nous l'avions souligné un fait très positif et permet un développement des luttes unitaires. Mais cet accord ne doit pas nous dispenser de mener notre propre activité et faire prévaloir les idées de la C.G.T.

Le recentrage de la C.F.D.T. fait, qu'entre eux et nous il y a une sérieuse différence sur le fond et il n'y a pas de raison de la dissimuler. L'important étant de faire prendre en charge par les travailleurs nos réflexions, nos suggestions et qu'à tous moments ils soient associés à nos décisions. C'est le plus sûr garant de l'unité et d'une unité durable dans la lutte.

Certains camarades nous reprochent d'être les détracteurs de l'unité d'action car au moment où nous sommes ensemble avec la C.F.D.T. nous sommes critiques à leur égard.

Alors, que la C.F.D.T. ne veut pas condamner le consensus demandé par le pouvoir et le patronat, faudrait-il l'autoriser à avoir deux langages: celui timide de la lutte et l'autre tout aussi feutré de la collaboration? Si nous nous taisions nous serions les complices d'une telle attitude et les travailleurs n'y reconnaîtraient pas les leurs.

Notre rôle est de tout faire pour entraîner les travailleurs dans la lutte, de condamner ainsi fermement le consensus dans lequel on veut entraîner l'ensemble des salariés pour leur voler leurs acquis et les rendre dociles.

Au moment où nous écrivons ces lignes nous apprenons que GISCARD vient à FOIX le 15 NOVEMBRE et à TOULOUSE le 16. Sans en faire un point de mire central qui pourrait freiner les luttes en cours, nos UD impulseront et coordonneront les actions et manifestations nécessaires pour dresser les travailleurs contre sa politique anti-sociale, lors de sa venue.

Dans notre activité pour entraîner les travailleurs dans la lutte nous ne devons pas permettre à d'autres de les fourvoyer dans l'impasse, dans l'inaction, dans le chemin de la défaite.

Même si ces autres sont avec nous dans le combat. Imaginez que vous soyez le pilote d'un tandem et que votre coéquipier freine en pédalant mollement. Ne pensez-vous pas que lui en faire le reproche sera plus efficace pour votre épopée que de n'en rien dire? Même si ces reproches sont publics, cela ne sera que bénéfique aux couleurs que vous défendez.

Il en est de même du chemin dans la lutte que nous faisons avec la C.F.D.T. ou autres organisations. C'est être unitaire que de vouloir que cette unité aille vaillamment défendre les intérêts des travailleurs.

C'est ce qui nous autorise à réfléchir, parler et agir C.G.T. avec des initiatives de masse et unitaires. Qui dit initiatives de masse, dit appui constant sur les travailleurs à tous les échelons des initiatives prises. Et qui dit appui constant sur les travailleurs cela veut dire les aider à faire le cheminement de la lutte et de l'adhésion à la C.G.T.

ELECTIONS PRUD'HOMMES

C'est dans ces perspectives que nous devons placer la bataille des élections prud'homales.

Lors de la CE Confédérale du 11 OCTOBRE, Michel WARCHOLACK au nom du bureau confédéral devait dire :

"Le bureau confédéral pense que la C.G.T. n'est pas engagée à un niveau suffisant dans la bataille. Il reste en réalité deux mois pour la gagner. Des mesures concrètes doivent être prises dans ce sens, ce qui n'est pas le cas en général".

Les élections auront lieu le 12 DECEMBRE et pouvoir et patronat veulent se servir du résultat pour argumenter sur le "consensus social" et l'imposer.

C'est au soir du 12 que les comptes seront faits. Selon l'influence de la C.G.T., le développement des luttes comme la syndicalisation peuvent varier dans un sens comme dans l'autre.

Il faut en mesurer la portée et toutes ses conséquences :

- Si nous gagnions, il y aura un regain des luttes et optimisme dans nos rangs avec ce que cela entraîne d'encouragement à faire adhérer.

° pouvoir et patronat seront obligés d'en tenir compte dans les négociations,

° le succès assuré par les travailleurs à la C.G.T., la seule Organisation syndicale sur des positions de classe, la seule à combattre le consensus, la seule face au bloc de collaboration de classe, aura des répercussions inévitables dans le domaine politique pour une véritable union des forces de gauche que nous souhaitons.

.../...

- Si nous perdons, les luttes en prendront un coup, car l'état d'esprit des travailleurs et de nos militants ne sera pas au beau fixe.

° pouvoir et patronat multiplieront leurs atteintes aux libertés syndicales, renforceront leur non aux revendications, développeront la thèse du consensus, qu'ils mettront à l'actif du vote, et le mettront en pratique.

° le renforcement de la C.G.T. s'en ressentira et le travail militant s'en trouvera amoindri.

En clair le mouvement ouvrier Français et Européen ressentira les effets du vote du 12 DECEMBRE car le résultat va servir de référence à la situation sociale.

Comme on le devine le positif ne l'emportera sur le négatif que si toute la C.G.T. se mobilise. Il convient de transférer toutes les énergies militantes, élus et mandatés compris, sur le terrain, pour aboutir réellement au débat avec les travailleurs sur leurs revendications, la syndicalisation, les prud'hommes.

Faire entrer plus que jamais dans la vie l'application de la démocratie.

En règle générale aller au contact avec les travailleurs cartes et VO en mains sans répéter mécaniquement VOTEZ C.G.T., mais avec le souci de faire prendre aux luttes leur véritable développement, de faire passer les idées de la C.G.T. et de la renforcer tout en appliquant l'accord unitaire avec la C.F.D.T de la meilleure façon.

Comme le dit Georges SEGUY "Ce seront les plus unitaires et les plus combattifs qui remporteront la conviction des travailleurs le 12 DECEMBRE".

Bernard RIBEIRA,
Secrétaire Régional

BATAILLE CONCRETE POUR LES ELECTIONS

PRUD'HOMALES

Le COMITE REGIONAL s'est réuni exceptionnellement le 18 OCTOBRE avec la participation de Pierre GENSOUS, Secrétaire Confédéral, pour décider démocratiquement de mesures énergiques pour la conduite des luttes et la bataille des élections prud'homales.

Le COMITE REGIONAL met en garde tous les militants de MIDI-PYRENEES contre la tentation d'une vision formelle et étroite de la campagne électorale.

CE N'EST PAS UNE ELECTION COMME UNE ELECTION PROFESSIONNELLE MAIS UN TEST POLITIQUE DONT LA SUITE AURA DES CONSEQUENCES MAJEURES SUR LA SITUATION GENERALE.

En conséquence, il a décidé de transférer toutes les énergies militantes de la région vers les entreprises et plus particulièrement dans le parrainage d'entreprises inorganisées. Il y a en MIDI-PYRENEES :

- 7 000 entreprises de plus de 10 salariés dont 6 500 environ inorganisées,
- 960 dans l'industrie et le commerce de plus de 50 salariés dont 600 environ inorganisées.

Le parrainage s'impose sans attendre car le CNPF fait un effort dans les entreprises où nous ne sommes pas et où il n'y a aucune organisation pour essayer de monter des opérations style "élections citroen".

Si les travailleurs de ces entreprises n'ont pas nos positions, nos propositions, notre confiance, ils risquent de se laisser piéger et le résultat global risque de nous être préjudiciable.

S'appuyer sur les syndicats auxquels appartiennent les entreprises à parrainer pour parler aux travailleurs le langage qui est le leur, notamment pour la formulation des revendications et les comparaisons avec les entreprises où nous sommes déjà implantés (salaires-conditions de travail- libertés syndicales etc...)

Le parrainage implique: la diffusion de matériel, les prises de parole, le placement des bons de souscription, la diffusion de la VO, le renforcement de la C.G.T. et la création de bases nouvelles.

Afin de libérer des énergies et les mettre essentiellement au service de la lutte, du renforcement de la C.G.T. et du succès aux élections prud'homales, le COMITE REGIONAL a réexaminé son plan de travail et invite nos organisations à en faire autant en toute démocratie : ° Journée inter-UD sur les problèmes de la VO prévue le 26/10 est annulée. Par contre B.DUTHIL et J.CI FOULCHER délégués confédéraux à la VO sont à la disposition des UD.

- ° journée d'étude sur le droit à la Santé prévue le 30 OCTOBRE est reportée,
- ° le COMITE REGIONAL du 12 NOVEMBRE est maintenu sur la matinée pour faire le dernier point sur la venue de GISCARD et également le point sur la préparation des élections.
- ° conférence de presse sur l'IVG prévue le 16 est reportée au 27 NOVEMBRE compte-tenu que le débat au parlement a lieu le 29 NOVEMBRE.
- ° journée d'étude sur les conséquences de l'informatique chez les employés et les PTT prévue le 30 NOVEMBRE est reportée en 80.

- ° venue des Commissions Ouvrières d'Aragon invitées par nous du 4 au 7 DECEMBRE reportée début 80,
- ° l'invitation faite par le Conseil des Syndicats de KIEV à notre Région pour la deuxième quinzaine d'octobre, nous l'avons déclinée pour la reporter fin décembre.
- ° Nous avons également reporté à une autre date, l'invitation faite par le CREFODORES LANGUEDOC-ROUSSILLON pour examiner dans la semaine du 22 au 27 OCTOBRE ses réalisations économiques et sociales.
- ° Nous maintenons toutes les démarches en direction du Conseil Régional MIDI-PYRENEES pour l'obtention de subventions pour le bon fonctionnement de notre Centre d'Etudes.
- ° Au même titre l'appel de candidatures lancé aux UD pour le C.E.S.R. tient toujours.

Les énergies régionales à mettre au service des entreprises s'effectueront en liaison avec les UD et les UL en mentionnant le rôle particulier que peuvent et doivent jouer ces dernières dans la bataille.

Le Bureau Confédéral a dans un plan de travail national matérialisé l'engagement personnel de tous les dirigeants nationaux de la C.G.T. (bureau confédéral, CE, fédérations, collaborateurs).

A ce titre, c'est le camarade Pierre GENSOUS, Secrétaire Confédéral, qui avec d'autres confédéraux assurera la coordination confédérale au niveau de notre région.

Le COMITE REGIONAL a réparti les responsables nationaux et régionaux de la façon suivante durant la campagne des élections prud'homales :

(voir

tableau

page

suivante)

CAMPAGNE ELECTIONS PRUD'HOMALES

ARIEGE- BRETEAU. FLEURENCE. FEDERATION ENERGIE. PINEL UGICT. PORTET.

AVEYRON-DOMENGER. G.GILBERT. FEDERATION ENERGIE. UCR. RAOUL UGICT. ROCCHIA. LERISSON

GERS- MM. MAZA. FEDERATION ENERGIE. RIBEIRA. SENTENAC.

HAUTE-GARONNE- Pierre GENSOUS. FEDERATION METAUX. CHEMINOTS. COMMUNAUX. GADEA. LANTES
BONNEFOY UGICT. DUCHENE. LOUBET. PERILLAT. RIBEIRA POUR UL TOULOUSE
NORD-EST.

LOT- CABUROL. LAUMAIN. BOTOT. GENSOUS Henri.

HAUTES-PYRENEES- JULIS. FEDERATION PTT. LAUR UGICT. VEYSSIERES.

TARN-et-GARONNE- GASTAUD. CINQ. FEDERATION ENERGIE. SMELA UGICT. SABATIER.

TARN- DUPRAT. FEDERATION EQUIPEMENT. SERRE UGICT. ROCCHIA.

°°° °°° °°°

FLEURENCE. Georges GILBERT. MM MAZA. CABUROL. JULIS. CINQ ET DUPRAT sont les camarades
qui coopèrent habituellement avec les UD.

P. GENSOUS. BRETEAU. DOMENGER. GASTAUD. LAUMAIN sont du Secteur Confédéral et de
l'UGICT.

H. GENSOUS Secrétaire Régional METAUX - ROCCHIA, Secrétaire Régional CONSTRUCTION.
LERISSON Secrétaire Régional LIVRE - SENTENAC Secrétaire Régional SANTE- DUCHENE
Secrétaire Régional CHEMINOTS- VEYSSIERES Secrétaire Régional PTT. SABATIER, Secrétaire
Régional EDF.
LANTES. BONNEFOY. UGICT
RIBEIRA. LOUBET. PERILLAT. PORTET, Secrétaires Régionaux MIDI-PYRENEES.

L'ACTION EST PAYANTE

Les travailleurs durement frappés par l'offensive anti-sociale du pouvoir et du patronat ont répondu massivement à l'appel de la C.G.T. lors de la semaine du 3 au 7 SEPTEMBRE.

Dans notre Région au cours de 120 prises de parole dans les entreprises, les travailleurs ont décidé de multiples formes d'actions parmi lesquelles 30 arrêts de travail de 1 H à 24 H.

Cette semaine revendicative à l'initiative de la C.G.T. a :

- constitué le démarrage d'un large mouvement revendicatif, puisque une centaine de luttes ont suivi la semaine du 3 au 7 et continuent de se développer en MIDI-PYRENEES.
- aidé à la réalisation de l'unité d'action entre les Confédérations C.G.T. et C.F.D.T.

Les initiatives de la C.G.T., sa lucidité, sa fermeté et sa volonté unitaire ont joué un rôle déterminant dans l'évolution actuelle. Grâce à elles les travailleurs ont exprimé et expriment leur mécontentement, leur volonté de s'opposer à l'agression du patronat et du gouvernement d'agir pour la prise en compte de leurs revendications.

Ces initiatives de lutte ont obligé le gouvernement à préciser l'annonce de premières mesures sociales. Elles ont amené les parlementaires à mettre le gouvernement en échec sur le budget. Même si ces réactions sont sans rapport avec les nécessités, elles prouvent que la pression des travailleurs est payante et que le pouvoir ne peut l'ignorer.

Des succès revendicatifs obtenus dans notre Région au niveau des entreprises et qui s'ajoutent à des succès nationaux tel la non ouverture des magasins le dimanche, le confirme :

- VOGUE FRANCE à ST SULPICE TARN (habillement) 5 % d'augmentation de salaires soit 10 % depuis janvier,
- PRESSE MIDI-PYRENEES à ALBI (imprimerie) réduction du temps de travail de 40 H à 39 H sans diminution de salaire.
- CERAVER HAUTES-PYRENEES (métaux) 11,3 % augmentation de salaires + 1,5 % en octobre + 5 % de prime.
- LECLERC (Commerce) à TARBES 2,5 % d'augmentation de salaires.
- SOFREM à SARINCOLIN (chimie) succès revendicatifs des travailleurs postés sur salaires primes et classifications.
- Robert BOCH (métaux) à RODEZ annulation d'un licenciement.
- Entreprise des Travaux Condomois (bâtiment GERS) 5ème semaine de congés et 5 % d'augmentation.
- BOUQUET (livre) AUCH doublement prime de transport .
- HOPITAL PSYCHIATRIQUE AUCH embauche de 33 personnes
- SAUNIER DUVAL AVEYRON réintégration délégué syndical muté d'office après création de la section syndicale, attribution chaussures de sécurité, de gants, de bleus de travail, ouvertures de négociations pour l'augmentation des salaires dont le principe est accepté.
- SOBCAL (alimentation) HAUTE-GARONNE prime exceptionnelle de 500 F. Obtention du ticket restaurant. Salaires + 5 % au PREMIER OCTOBRE. Autorisation de prendre 3 semaines de congés en été au lieu de 2.
- SONOMI (métaux) HAUTE-GARONNE régularisation des indemnités de déplacement , 13ème mois en trois ans, 2ème bleu de travail.
- ABG SEMCA TOULOUSE - réintégration délégués du personnel licenciés. Augmentation salaire 1 % en septembre - 1 % au 1er décembre - prime pour bas salaires.
- COMMERCE HAUTE-GARONNE 6 % d'augmentation salaires dans les grands magasins au 1/9 sur AVRIL 1979, 8,5 % à CARREFOUR sur FEVRIER 1979, 5,5 % à MAMMOUTH.
- DODIN (construction) HAUTE-GARONNE augmentation prime grands déplacements 50 à 60 F. Application des accords de salaires - augmentation de la prime d'outillage.
- SITECO (entreprise chauffage) HAUTE -GARONNE 3,4 % salaire + prime soit environ 650 F par mois de plus.

- FOUGEROLLES (construction) HTE GARONNE refus de licenciement délégué du personnel
- SCREG (bâtiment) TOULOUSE plus 5 % sur les minima de salaire et + 3 % sur les autres.
- EDF TOULOUSE NORD- après 11 jours de lutte 25 postes créés dont 18 embauchages amélioration des conditions de travail (achat de véhicules, aménagement locaux, dotations vestimentaires, levée de toutes sanctions).
- EDF TOULOUSE VILLE - Reclassement de 10 postes de monteurs électriciens. Ouverture des négociations dans les commissions statutaires.

La Commission Paritaire régionale des industries graphiques de la Région MIDI-PYRENEES élargie a signé un accord positif concernant la défense de l'industrie graphique.

- ° le retour en FRANCE des imprimés faits à l'étranger,
- ° application de la convention collective à tous les employeurs de la profession,
- ° préoccupation sur les conditions d'admission de l'ESPAGNE et du PORTUGAL dans la CEE.

Ce ne sont là que des succès connus par nous, auxquels de nombreux autres viennent s'ajouter chaque jour, et pas des moindres.

Pouvoir et patronat qui domestiquent l'information, les cachent aux travailleurs.

Nous demandons à toutes nos organisations de nous faire connaître toutes les victoires obtenues afin de lever le mur du silence et faire la démonstration qu'il est possible par la lutte de gagner.

C'est là un encouragement à persévérer et à multiplier les luttes pour obtenir plus encore, et créer les conditions d'une unité solide et durable.

UNE V.O. POUR CINQ SYNDIQUES

AUJOURD'HUI C'EST POSSIBLE

Notre U.D. s'étant fixée des objectifs en matière de diffusion V.O. (élus et mandatés de la C.G.T. avec leur abonnement et à plus long terme 1 V.O. pour 5 syndiqués). Il nous a semblé intéressant de voir comment l'on pouvait arriver à cet objectif, avec un syndicat qui est déjà à 1 V.O. pour 4 syndiqués c'est le syndicat des P.T.T.

Nous avons donc demandé à nos camarades des P.T.T. de bien vouloir répondre à quelques questions sur le "comment ont-ils fait pour en arriver là ?"

Ce sont les camarades BERGE Louis, secrétaire de l'U.S. des P.T.T., LAGUENS Michèle, CLAIRMONT Robert et VERGARA Robert, responsables V.O., qui ont répondu à nos questions.

Et la première, posée par la commission V.O. de l'U.D., fut évidemment sur la connaissance du syndicat des P.T.T.

Les P.T.T. sur le département représentent 6 500 salariés.
1 569 de ces travailleurs sont syndiqués à la C.G.T. (actifs).

La diffusion hebdomadaire de la V.O. est de 385 (I/4). Il est diffusé aussi 200 Antoinette et 50 Peuple. Pour la V.O. Impôts il a été vendu 1 900 exemplaires.

Commission V.O. :

Comment êtes-vous structurés au niveau de la V.O. et de la propagande d'entreprise ?

P.T.T. :

Il faut dire que nous venons de décentraliser notre syndicat, avec, d'une part un syndicat Poste d'autre part un syndicat Télécoms, ce qui nous oblige à nous structurer de la façon suivante, pour être au plus près des travailleurs.

Deux secrétaires à la propagande
Deux responsables V.O.

52 diffuseurs, un diffuseur diffusant de 2 à 25 V.O., dans les grands centres où nous possédons un nombre important de syndiqués plusieurs diffuseurs sont en place, mais dans des petits bureaux un diffuseur peut avoir 2 V.O.

Pour radio St Lys par exemple, le diffuseur diffuse 23 V.O. pour 46 syndiqués.

Nous avons aussi deux responsables à Antoinette et 15 responsables de journaux de catégories.

C./V.O.

Quelles ont été les difficultés que vous avez rencontrées pour en arriver à la diffusion actuelle ?

P.T.T.

Les difficultés sont celles rencontrées dans toutes les entreprises, mais nous avons pris ce problème au sérieux et avec toute la direction syndicale nous avons fait un effort.

1/ Il a fallu créer des sections syndicales, l'éparpillement des lieux de travail étant un handicap. Aujourd'hui dans beaucoup de sections nous avons un poste V.O. où il est diffusé de 2 à 25 V.O. et plus dans les grandes sections

2/ De la part des responsables V.O. cela demande un suivi constant, mensuel, si une V.O. ne se diffuse pas dans telle ou telle section, il faut savoir pourquoi.

3/ Quant au prix de la V.O., cela n'est plus un problème quand on a gagné le travailleur à la conviction de la lecture de la V.O. mais pour cela il faut être convaincus nous-mêmes.

C/V.O.

Certains syndicats mettent en avant leur presse fédérale paraissant tous les trimestres ou tous les mois comme étant un frein à la diffusion de la V.O. Qu'est-il diffusé comme autre presse à un syndiqué des P.T.T. ?

P.T.T.

Il est diffusé :

- 15 journaux de catégories, tous les mois (1,50 F)
- le journal fédéral (le prix étant inclus dans la cotisation)
- le journal départemental (gratuit et diffusé à tout le personnel)
- le journal de section -6 à 7 pages- périodique
- les tracts de masse : 2 par mois en moyenne

Donc nos syndiqués ne manquent pas de lecture.

C/V.O.

Que vous apporte la V.O. dans la lutte quotidienne ?

P.T.T.

1/ Dans les sections où nos camarades sont armés il n'y a pas de problèmes. Tant sur le prix du timbre que sur son placement, et encore moins sur la diffusion de la V.O.

2/ Toute l'activité de la section s'en ressent, chaque militant connaissant le problème de fond, il est à même de régler seul, ses affaires.

3/ Nos militants étant parfaitement au courant des problèmes de fond grâce à la V.O., ils vont au devant du débat au lieu de le fuir.

4/ Enfin, pour nous tous, la V.O. nous aide énormément. Elle nous donne une orientation de classe importante, elle fait que nous nous battons d'autant mieux et plus clairement en avançant les positions de classe de la C.G.T.

Des exemples précis : Lors des législatives nous avons repris la V.O. et nous avons expliqué aux trav ailleurs et aux syndiqués.

Pour l'Europe c'est pareil, nous avons repris les positions de la C.G.T. que nous avions dans la V.O.

C/ V.O.

Malgré cela vous n'êtes pas satisfaits et vous allez faire un nouvel effort pour gagner d'autres camarades à la lecture de notre presse syndicale ?

P.T.T.

Notre objectif immédiat est de I V.O. pour 3 syndiqués, abonner l'ensemble de la Commission Exécutive et enfin porter nos efforts dans les sections syndicales où la V.O. n'est pas encore connue des travailleurs.

C/ V.O.

Dans son plan de travail, l'U.D. appelle à une vente de masse exceptionnelle de la V.O. 70ème Anniversaire et de la V.O. Elections Prud'homales. Quel est votre objectif ?

P.T.T.

Tout d'abord pour la V.O. 70ème Anniversaire nous pensons faire une vente de masse exceptionnelle du fait que c'est une V.O. P.T.T. et de plus notre fédération fête son 60ème Anniversaire, d'où une très large diffusion.

Pour la V.O. Elections prud'homales, notre corporation n'est pas touchée par les élections prud'homales mais nous mettrons tout en oeuvre pour la diffuser et en particulier en nous mettant à la disposition de l'U.D. pour son plan de travail à l'occasion de ce numéro Spécial.

Et tant que nous sommes sur les "Spéciales" nous pouvons dire que la prochaine V.O. Impôts sera diffusée encore plus largement dans les P.T.T. étant donné que nous aurons notre V.O. nationale avec la préparation de nos élections professionnelles.

Voilà donc comment nos camarades des P.T.T. mènent leur bataille sur la diffusion de nos idées et quels sont leurs objectifs pour un avenir très proche.

Il nous reste donc à les remercier d'avoir répondu à nos questions en espérant, et c'est là notre but, que cet exemple serve à tous nos syndicats où la diffusion de la V.O. n'a pas encore la place qu'elle devrait et qu'elle doit avoir, dans le combat de classe que mène la C.G.T. pour l'aboutissement des justes revendications de la classe ouvrière.

Pour la commission V.O. :

Guy DELRIEU

CONTRE LA FERMETURE DES MINESLA C.G.T. COMMUNIQUE

Plus de 250 mineurs C.G.T. du FER EST (MOSELLE, MEURTHE-et-MOSELLE) et du FER OUEST (CALVADOS) occupent depuis de matin 5 H 30 un minéralier anglais, le RUDRY, transportant du minerai de fer mauritanien dans le port de DUNKERQUE. Les mineurs et la FEDERATION du SOUS-SOL donneront une conférence de presse sur le bateau occupé ce matin à 10 H.

Ils entendent ainsi protester contre les importations abusives de minerai de fer en provenance d'AFRIQUE DU SUD, d'AUSTRALIE, du BRESIL, de MAURITANIE, alors que l'on continue à fermer nos mines et à licencier des mineurs et imposer que priorité soit donnée à notre production nationale.

Les exploitations à l'étranger ont été acquises par les maîtres des forges avec les milliards accordés par le gouvernement français pour soi disant les aider à moderniser l'appareil de production. Le résultat est que depuis 1963, 19 000 emplois ont été supprimés en Lorraine et dans l'Ouest, 41 exploitations fermées. La production nationale a été ramenée de 54,3 millions en 1970 à 33,4 millions alors que les importations sont passées de 9,6 millions à 14,6 millions de tonnes.

Les barons des mines menacent aujourd'hui de fermer l'ensemble des exploitations si l'état ne prend pas en charge les avantages en nature et les retraites complémentaires des mineurs.

C'est une politique anti-nationale qui est pratiquée par le Comité des Forges et le Gouvernement. Une partie importante de nos capacités de production de minerai de fer et d'acier est détruite et notre pays est de plus en plus placé sous la dépendance de l'étranger et, plus particulièrement, des monopoles allemands.

de 1975 à 1977 l'ALLEMAGNE a augmenté ses capacités de production d'acier de 7,7 pour cent, dans la même période, celles de la FRANCE ont baissé de 1 pour cent.

En 1959 nos échanges d'acier avec la RFA faisaient apparaître un excédent de 640 000 tonnes, en 1977 nos échanges font apparaître un déficit de 1 107 000 tonnes.

Nous nous retrouvons dans la même situation au niveau des charbonnages. La RFA est notre plus gros fournisseur de charbon et le Gouvernement français, dans le cadre de la CECA, se prépare à verser aux exploitants allemands 250 millions de francs pour relancer la production et l'exportation du charbon allemand vers notre pays alors que, dans le même temps, on ferme nos mines de charbon.

Nos réserves nationales en minerai de fer sont importantes, il est riche et rentable. La consommation d'acier dans le monde ne cesse d'augmenter, elle est passée de 340 millions de tonnes en 1960 à 707 millions de tonnes en 1974.

L'Institut International de la Consommation d'acier et de fer vient de lancer un cri d'alarme, le monde subirait une grave pénurie aux approches de 1985.

Les mineurs de Fer C.G.T. entendent tout faire pour s'opposer à cette politique qui porte gravement atteinte aux intérêts du pays, aux populations des régions minières et aux mineurs.

La bataille qu'ils mènent contre les Maîtres des Forges et le pouvoir est une bataille d'intérêt général, contre les forces de l'abandon et du déclin de la France. Ils appellent l'opinion publique, l'ensemble des travailleurs à les soutenir dans cette action dont l'objectif est de dénoncer ce mauvais coup contre la France et d'imposer que priorité soit donnée à notre production et à l'écoulement du minerai de fer français.

PARIS, le 25 OCTOBRE 1979.

**CE N'EST PAS UN PRETENDU PLAN
DE DEVELOPPEMENT DU GRAND SUD-OUEST,
C'EST L'ACTION
QUI APPORTERA REMEDE AUX
DIFFICULTES DE MIDI-PYRENEES
ET DE SES TRAVAILLEURS**

Le Président de la République va séjourner plusieurs jours dans le Grand Sud-Ouest. Au cours de ce périple, il va sans doute une fois de plus **tenter de rassurer** les populations laborieuses de notre région,

- inquiètes des conséquences possibles de l'élargissement du Marché Commun,
- mécontentes de ne plus pouvoir décemment vivre, étudier et travailler au pays,
- indignées d'avoir à subir de plus en plus lourdement le poids de la crise.

Ce mécontentement, les travailleurs de Midi-Pyrénées l'expriment dans de multiples luttes qui ont permis d'obtenir d'importants succès revendicatifs.

DE NOUVELLES PROMESSES...

A ces mécontentements, à ces inquiétudes, le Président de la République va sans doute encore répondre par des propos d'autosatisfaction et des promesses.

Il va présenter son «Plan Décennal de Développement du Grand Sud-Ouest» comme une inespérée dernière chance pour nos Régions, généreusement accordée par sa paternelle bienveillance.

Il va s'engager à réaliser avec ce nouveau plan tout ce qui n'a pas été fait pour nous durant des décennies d'aménagement du territoire et à travers les nombreux et divers plans qui ont précédés.

...APRES LES ANCIENNES... DONT LA REALISATION EST NULLE

Les promesses de ce genre, les travailleurs savent ce qu'elles valent :

En 1974, Monsieur Giscard d'Estaing, candidat à la Présidence affirmait : «avec le Programme Commun de la Gauche, ce que les travailleurs ont d'abord à perdre c'est leur emploi !».

Les travailleurs n'ont pas eu le Programme Commun !

Cependant après 5 ans de politique giscardienne, ils ont tout de même perdu leur emploi :

En 1973, il y avait en MIDI-PYRENEES quelques 20.000 chômeurs inscrits :

5 ans après, ce chiffre a été multiplié par plus de 2,5.

Depuis que Valéry Giscard d'Estaing est au Pouvoir, il y a eu en MIDI-PYRENEES près de 50.000 licenciements pour raisons économiques.

Des centaines d'entreprises ont fermé leurs portes.

L'emploi salarié a régressé de 12.000 unités.

La construction périclité, le textile s'asphyxie, l'aéronautique et la chimie sont sans perspective, l'informatique a été bradée...

OUI MAIS... C'EST LA CRISE...

Tout cela nous dit-on est fatal. On ne peut y échapper, la crise est «Mondiale» et puis c'est la faute au pétrole...

...Il faut donc que les salariés fassent des sacrifices, qu'ils se plient à une indispensable austérité.

UNE CRISE... QUI N'EST PAS POUR TOUT LE MONDE

Par contre, on ne nous dira pas que l'austérité n'est pas pour tout le monde, que par exemple :

- les bénéfices nets des banques ont été en 1978 de 40 % plus élevés qu'en 1977,
- les compagnies pétrolières annoncent pour le 1^{er} trimestre 79 une progression record de leurs profits (avoués) (+ 28 % pour la STANDARD OIL, + 37,4 pour EXXON, + 116 % pour la CFP + 229 % pour la BP, etc...),
- tel industriel en vue a pu déclarer un revenu de 2,4 milliard de centimes en 1978,
- tel dirigeant d'une célèbre multinationale a dépensé cet été aux tables de jeux des casinos, l'équivalent de 500 ans de SMIC.

CAR VOILA LES VRAIES RAISONS...

Ces simples chiffres en effet, révèlent pourquoi et pour qui est faite la politique économique de MM. Giscard-Barre-Ceyrac.

SON SEUL OBJECTIF EST DE FAIRE PAYER AUX SALARIES L'ACCROISSEMENT DEMESURE DES PROFITS DE QUELQUES MONOPOLES.

Voilà pourquoi,

**La FRANCE s'enfoncé dans la crise,
La REGION dans le sous-développement,
Les TRAVAILLEURS dans la gêne et la misère.**

Tant qu'on ne mettra pas fin à cette politique tous les plans de développements inimaginables n'auront pas plus d'effet sur l'avenir de MIDI-PYRENEES, que ceux que nous avons connus jusqu'à aujourd'hui et ne pourront être considérés que comme une tromperie.

PAS DE «CONSENSUS» pour une telle politique.

C'est pourquoi il ne faut pas compter sur la C.G.T. pour se prêter au «consensus social» qui ferait tant plaisir aux responsables de ce désastre.

On ne peut faire à la fois la politique des monopoles et celle des salariés !

IL FAUT CHOISIR.

LA C.G.T. A CHOISI DE DEFENDRE LES REVENDICATIONS DES SALARIES

Parce que mettre en échec la politique d'austérité et de régression sociale qu'on voudrait nous voir accepter, c'est aussi le meilleur moyen de développer nos Régions et de sortir le pays de la crise.

C'est pourquoi, la C.G.T. se battra pour :

1. L'AMELIORATION DU POUVOIR D'ACHAT DES SALARIES

- * en le garantissant sur la base d'un indice des prix reflétant l'évolution réelle du coût de la vie,
- * en relevant prioritairement les bas salaires et dans l'immédiat le SMIC à 2.700 F.,
- * en réduisant vers le haut les disparités salariales.

Dans notre région 3 salariés sur 5 gagnent moins de 2.600 F.

2. LA DEFENSE DE L'EMPLOI

- * par l'arrêt des fermetures d'entreprises,
- * par la prise en compte des solutions industrielles élaborées avec les travailleurs,
- * par la transformation des emplois précaires en emplois permanents,
- * par la création des postes nécessaires dans les services publics.

3. L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

- * la réduction de la durée du travail vers les 35 heures sans réduction de salaire,
- * l'avancement de l'âge ouvrant droit à la retraite,
- * le respect des mesures de sécurité et la lutte contre toutes les causes de pénibilités du travail.

L'ENSEMBLE DE CES MESURES PERMETTRAIT LA CREATION DE 100.000 EMPLOIS EN MIDI-PYRENEES

4. LA RECONQUETE ET L'AMELIORATION DE LA SECURITE SOCIALE

5. LA REFORME DE LA FISCALITE

6. LA DEFENSE ET L'EXTENSION DES LIBERTES, syndicales et démocratiques.

C'est à toutes ces revendications que devrait avant tout répondre un véritable plan de développement régional ou national.

RIEN SANS LA LUTTE

Tout indique que l'on n'en prendra le chemin que si les travailleurs l'exigent en entrant de plus en plus massivement dans la lutte.

C'est pourquoi le COMITE REGIONAL C.G.T. soutient les multiples luttes en cours et appelle tous les salariés à multiplier les initiatives dans chaque entreprise sur des objectifs et des formes définis par eux-mêmes. Il considère que seul le développement multiforme du mouvement revendicatif peut créer les conditions de l'action large et massive qui s'impose pour faire échec à la politique de régression sociale et de récession économique mise en œuvre par Valéry Giscard d'Estaing et ses complices.

POUR UNE UNITE PLUS SOLIDE

Dans cet esprit le COMITE REGIONAL C.G.T. se félicite de l'accord inter-confédéral C.G.T.-C.F.D.T. qui vient d'intervenir et considère que cet accord est de nature à favoriser le développement de l'action unitaire.

Il souhaite que cette unité s'instaure et progresse aussi avec les autres centrales syndicales et engage les travailleurs à peser de tout leur poids pour y parvenir.

POUR UNE PUISSANTE C.G.T.

Les travailleurs doivent être conscients qu'il ne peut y avoir pour eux ni victoire de grande ampleur ni même amélioration sensible de leur situation sans une puissante C.G.T., forte de la confiance, de la participation et de l'adhésion de millions de salariés.

NOUS APPELONS LES TRAVAILLEURS DE NOTRE REGION A SE SYNDIQUER A LA C.G.T.

Telle sera la meilleure riposte à l'autosatisfaction indécente, aux promesses sans lendemain, à la politique rétrograde de l'actuel Gouvernement et de son Chef.

INTERVENTIONS DES REPRESENTANTS DE LA CGT AU COMITE ECONOMIQUE REGIONAL DU 9/10/79
SUR LE PLAN DECENNAL SUD-OUEST. --

ENCORE UN PLAN
=====

Le Conseil Régional, dans son projet de document, se demande si ce plan Sud-Ouest n'est pas qu'une opération publicitaire. Nous avons déjà dit que pour nous la réponse à cette question ne fait pas de doute.

Ce n'est pas en effet la première fois que nous nous réunissons les uns et les autres pour soulever le même problème du retard économique de notre région et nous en sommes toujours, grosso modo à proposer les mêmes solutions, ce qui signifie que les plans antérieurs n'ont pas réussi. Nous ne voyons pas bien quel événement radicalement nouveau pourrait nous faire penser qu'il en ira autrement du plan Sud-Ouest. Au contraire, plusieurs choses ne font que nous confirmer dans notre septicisme.

LES CONDITIONS DE PREPARATIONS DU PLAN SUD-OUEST
=====

Il s'agit tout d'abord des conditions de préparation de ce plan décennal. Il y a des années que la région demande un effort particulier, des plans spéciaux, des mesures urgentes, apparemment sans résultats, jusqu'au jour où, sans crier gare, une décision présidentielle, s'il vous plaît, nous annonce à son de trompe un plan décennal. Fallait-il donc une illumination particulière et brutale du Président de la République pour que nos régions fussent enfin entendues? Alors, c'est le grand branle-bas. Tout le monde s'agite, des groupes se mettent en place, toutes les instances régionales travaillent et proposent, la DATAR y réfléchit, un Monsieur SUD-OUEST, dans son quartier général parisien pense au Sud-Ouest. Quant aux membres du CESR après avoir, au pas de charge, en cette fin d'été, étudié quelques projets et quelques rapports, ils sont appelés aujourd'hui à donner aussi leur avis sur une masse de documents qu'on leur a livrés il y a à peine une semaine. Qu'on nous entende bien, nous ne mettons pas en cause ici le travail technique des services de l'EPR ou de la mission. Ce que nous dénonçons c'est le caractère parachuté, improvisé "tape à l'oeil" d'une décision qui octroie un beau jour, sans crier gare, un plan décennal de développement à établir dans les 12 mois, alors que depuis des années toutes les instances régionales représentatives réclamaient sans succès une initiative de cette espèce. Et c'est pourquoi nous n'hésitons pas à parler, nous, d'"opération publicitaire" et l'expression est faible.

QUEL ROLE JOUE LE C E S R
=====

Du reste après tout ce remue ménage, on ne sait toujours pas qui va décider de quoi et quand! Dans ces conditions, donc, il n'est pas possible de ne pas se demander quel rôle joue et doit jouer le Comité Economique. Les masses média en effet abreuvent la population d'informations, ces jours-ci, aux dires desquelles le Comité Economique et Social serait en train de "définir les grands axes" du plan décennal. Or il faut être clair: ce que nous avons fait, c'est au mieux un catalogue de propositions plus ou moins judicieuses dont nous ne savons pas quel sort leur sera fait et dont en particulier, le financement nous échappe totalement. A chacun, donc, ses responsabilités. L'efficacité et la portée de nos travaux n'étant pas d'une évidence aveuglante, nous ne tenons pas à ce que l'opinion régionale se trompe de cible si, comme il est probable l'avenir déçoit les espoirs qu'elle est sensée mettre dans ce "plan".

ACTIVITES REGIONALES

(JUIN/OCTOBRE 1979)

<u>21 JUIN</u>	Assemblée Générale du CIPL	<u>ROUTABOUL, LAPIERRE</u>
<u>22 JUIN</u>	Journée d'Etude Nationale ASSEDIC	<u>LAPIERRE, ROUTABOUL</u>
<u>25 JUIN</u>	Comité Economique et Social Régional	<u>LOUBET, PERILLAT</u>
<u>27/28 JUIN</u>	Stage Régional sur l'audiovisuel avec Roland DUPRAT + 2 camarades journalistes (14 présents)	
<u>29 JUIN</u>	Entrevue Président du Conseil Régional pour subvention au CEREMIP	<u>RIBEIRA, PERILLAT</u>
<u>5 JUILLET</u>	Conseil d'Administration AGEFOS - PME	<u>LAFONT, PERILLAT</u>
<u>2/5 JUILLET</u>	Tournée dans les UD pour préparation des élections prud'homales avec M.TH. GONARD.	
<u>20 AOUT</u>	HAUTE-GARONNE, TARN, AVEYRON, ARIEGE.GERS	<u>RIBEIRA</u>
<u>22/24 AOUT</u>	COMITE REGIONAL Tournée prud'hommes (suite) avec le Camarade ROUFFIGNAC	
<u>29 AOUT</u>	HAUTES-PYRENEES, LOT, TARN-et-GARONNE	<u>RIBEIRA</u>
<u>7 SEPTEMBRE</u>	Secrétariat Régional	
<u>14 SEPTEMBRE</u>	Comité Régional Réunion Régionale sur le sport à l'entreprise avec M. CERF	
<u>19 SEPTEMBRE</u>	Réunion Régionale des militants de l'UGFF	
<u>20 SEPTEMBRE</u>	Secrétariat Régional	
<u>25 SEPTEMBRE</u>	Réunion à PARIS des secrétaires régionaux sur renouvellement des CESR et problème de l'Energie	<u>RIBEIRA</u>
<u>28 SEPTEMBRE</u>	Réunion inter-UD sur la MOF avec M.TH ALTMAYER	
<u>3 OCTOBRE</u>	Réunions inter-UD organisation et propagande avec J.CL. MATHIEU ET M. DUZART	
<u>4 OCTOBRE</u>	Réunion des membres C.G.T. des CESR à PARIS	<u>PERILLAT.</u>
<u>9 OCTOBRE</u>	Réunion de CESR sur le plan SUD-OUEST	<u>LOUBET, PERILLAT</u>
<u>10 OCTOBRE</u>	Réunion sur la VERRERIE OUVRIERE D'ALBI avec UD du VAR, du TARN, syndicat de la VERRERIE	<u>LOUBET, RIBEIRA</u>
<u>11 OCTOBRE</u>	Secrétariat Régional.	
<u>17 OCTOBRE</u>	Journée d'étude sur les problèmes de l'énergie avec le camarade C. DUPIN du CCEES	
<u>18 OCTOBRE</u>	Comité Régional élargi aux secrétaires régionaux professionnels avec Pierre GENSOUS.	
<u>24 OCTOBRE</u>	Audience préfecture sur VERRERIE D'ALBI	<u>RIBEIRA</u>
<u>31 OCTOBRE</u>	Conseil de l'Institut de la Promotion Supérieure du Travail	<u>PERILLAT</u>

nte à

D A T E S à R E T E N I R

<u>12 NOVEMBRE</u>	Comité Régional
<u>15/16 NOVEMBRE</u>	GISCARD en MIDI-PYRENEES
<u>22 NOVEMBRE</u>	Secrétariat Régional
<u>7 DECEMBRE</u>	Comité Régional
<u>12 DECEMBRE</u>	<u>ELECTIONS PRUD'HOMALES</u>
<u>13 DECEMBRE</u>	Secrétariat Régional
<u>20/21 DECEMBRE</u>	Réunion des secrétaires régionaux à DIJON.

AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS VICTIMES DE LA POLITIQUE ANTI-SOCIALE

Les effets néfastes de la politique du gouvernement précipitent la rentrée sociale. Pouvoir et patronat entendent poursuivre dans la voie de l'austérité. Cela se traduit pour tous les salariés par une diminution de leur pouvoir d'achat consécutive à l'augmentation des prix des produits de consommation courante, des services, des atteintes au système de protection sociale, et au blocage des salaires.

LA CRISE EST UNE REALITE mais le gouvernement et le patronat s'emploient à cacher les causes réelles.

La recherche du profit comme finalité économique (+ 26 % en 1978) conduit à une réduction des emplois, donc à une aggravation du chômage (73 000 chômeurs en Midi-Pyrénées, y compris ICT). La crise est le résultat d'un système en faillite qui cherche une issue dans un redéploiement à l'échelle européenne et mondiale, dans un nouveau partage des marchés et de la main d'oeuvre et qui conduit en France à démanteler des secteurs entiers de notre économie (sidérurgie, informatique, textile, réparation navale, chimie, aéronautique, services publics...)

LA SITUATION DES SALARIES S'AGGRAVE DANS TOUS LES DOMAINES

Le personnel d'encadrement et notamment les techniciens et agents de maîtrise, voient de plus en plus souvent leurs contrats et leurs statuts de salariés remis en cause. Leur niveau d'embauche ne prend plus en compte leur degré de formation et de qualification. Ils sont de plus en plus nombreux à occuper des emplois précaires à durée déterminée. Cette situation provoque de plus en plus leur mécontentement. Mais le patronat tente de les convaincre que les solutions à la crise ne consistent pas à rejoindre les autres travailleurs dans la lutte revendicative mais à apporter leur compétence au soutien de la politique patronale.

Pour tenter de faire oublier la réalité quotidienne, le gouvernement et le patronat s'engagent dans de vastes opérations de dévoiement sous l'impulsion même du Président de la République, telles que le rassemblement des Agents de Maîtrise le 12 octobre à Poitiers, avec la collaboration de Ventejol, Président du conseil économique et social et de Chavanne, P.D.G. de Leroy-Sommer.

Ces opérations ne peuvent tromper sur leurs objectifs : intégrer les agents de maîtrise à la politique du pouvoir et du patronat et s'en servir comme fer de lance contre les luttes revendicatives des salariés.

Si la dégradation du pouvoir d'achat, les atteintes aux libertés, aux droits sociaux, ou au cadre de vie sont ressenties et vécues différemment par les diverses catégories de salariés, tous les travailleurs sont aujourd'hui concernés et ressentent la nécessité de lutter ensemble contre les méfaits de cette politique de régression.

L'UGICT s'est adressé aux autres organisations syndicales représentatives des I.C.T. pour procéder à des échanges de vue et se diriger vers une plate-forme revendicative et d'action.

Tout laisse augurer que les Agents de Maîtrise et Techniciens ne se laisseront pas prendre au mirage trompeur de promesses gratuites et de mesures d'accompagnement d'une politique qui se poursuit.

L'UGICT-C.G.T. les appelle à multiplier les initiatives d'action dans chaque entreprise sur des objectifs et des formes définis par eux-mêmes et les invite à regagner ses rangs.

Gouvernement et patronat devront compter sur la détermination des Agents de Maîtrise et Techniciens, stimulés par la détermination de l'U.G.I.C.T.

L'U.G.I.C.T. - C.G.T. S'ADRESSE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Président,

Ces derniers temps, les Françaises et les Français ont eu, à plusieurs reprises, l'occasion de vous entendre développer des considérations à vocation planétaire sur le 3ème millénaire, la situation de la France dans le futur, l'évolution des sciences, des techniques et des sociétés. Les ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise que nous sommes, ne peuvent qu'être persuadés de l'importance d'une vision prospective pour mener à bien la conduite d'un projet politique. Mais ils sont tout autant convaincus que ces réflexions sur le long terme doivent prendre appui sur la réalité vécue quotidiennement et dans le présent par les différentes catégories sociales.

Or, de ce point de vue, il existe un immense fossé entre vos déclarations et la réalité quotidienne, alors que les pouvoirs qui sont les vôtres vous amènent à orienter l'essentiel de la politique du gouvernement.

C'est ce qui nous conduit à vous faire part du vif mécontentement que provoquent, parmi nos catégories, les conséquences de votre politique sur nos conditions de vie et d'exercice de nos compétences professionnelles.

Ce faisant, nous ne sommes pas amenés par une démarche de défense catégorielle. Bien au contraire, nos préoccupations s'inscrivent dans l'urgence d'une promotion du progrès social nécessaire pour l'ensemble des travailleurs de notre pays comme facteur de redressement économique, impliquant la prise en compte des besoins réels de la population et non des exigences étroites et exclusives du profit.

Ces nécessités nouvelles touchent également au problème des rapports hiérarchiques à l'entreprise qui appellent une évolution fondée sur la notion de coopération.

Le pouvoir d'achat de nos salaires a régressé en moyenne, depuis 1972, de 14,63 % pour un ingénieur ; de 10,91 % pour un cadre moyen ; de 7,8 % pour un contre-maître sur la base de l'indice C.G.T.

A cela viennent s'ajouter les augmentations de cotisations de la Séc. Sociale, décidée en janvier et en juillet 1979 soit 3 %, ainsi que l'incidence d'une pression fiscale accentuée alors que les véritables privilégiés sont épargnés.

Près de 300 000 d'entre nous sont privés d'emploi. Des dizaines de milliers sont menacés par le chômage. C'est l'une des conséquences les plus dramatiques d'une politique qui se traduit par la mise en cause de branches et d'entreprises décisives pour notre économie aussi bien dans les secteurs industriels de base que dans les secteurs de pointe ou dans la recherche scientifique et technologique.

Dans le même temps, on voit se développer des formes inquiétantes de précarisation de l'emploi (travail temporaire, contrats à durée déterminée, etc.).

Alors que l'évolution de notre Société appelle une participation croissante des cadres et de l'ensemble des salariés aux décisions touchant la vie de l'entreprise, le patronat prétend faire pression sur nos catégories par le biais du salaire afin que nous devenions des exécutants dociles, rémunérés à la performance sur des orientations et des critères définis en dehors de nous.

Cette situation nécessite que de véritables négociations s'engagent à tous les niveaux, afin que nos revendications puissent être prises en compte et non, comme c'est le cas aujourd'hui, en se contentant d'informer les organisations syndicales de décisions prises ou à prendre par le gouvernement et le patronat.

A notre sens, ces négociations devraient inclure les questions suivantes :

- Maintien et amélioration du pouvoir d'achat pour tous.
- Réduction du temps de travail.
- Actions adaptées et diversifiées pour faire de la défense de l'emploi, la priorité des priorités, ce qui implique une politique nouvelle de défense et de développement du potentiel industriel, conforme à l'intérêt du pays et à son indépendance.
- Consolidation d'un mécanisme de protection sociale garantissant une politique de santé pour tous et un système de retraite conçu et géré pour répondre aux besoins des retraités.
- Garantie de la liberté d'expression des cadres et de leur droit à s'organiser syndicalement.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

VACANCES :UN BILAN D'AUSTERITE

L'Association TOURISME et TRAVAIL a dressé le bilan des vacances de l'été I 979 ,dans notre région Midi-Pyrénées .

Tout d'abord ,il s'avère ,que la durée des séjours ,quelle que soit la formule de vacances choisie ,diminue régulièrement ,pour se situer à 15 jours en moyenne. Par ailleurs ont s'est orienté vers les formules de vacances les moins onéreuses ,passant du séjour en pension complète au camping-caravaning,mais aussi du camping-caravaning au séjour chez des parents ou amis. Les écourtements de séjour,la diminution des déplacements et des dépenses annexes ,sont autant de caractéristiques de ces congés de l'été I 979. La seule progression des séjours en Midi-Pyrénées est due à une augmentation du nombre d'étrangers ,ayant séjourné dans notre région .

TOURISME et TRAVAIL ,considère que ce bilan ,est la consequence d'une politique délibérée d'austérité ,consciemment appliquée ,et voulue ,par le gouvernement et le patronat .

En effet ,si les conditions de vie des français ,et des travailleurs en particulier se dégradent (emploi,salaires,santé,logement,loisirs)en même temps grandit l'aspiration ,d'echapper ,au cours des vacances ,à la noirceur de la vie quotidienne . Les vacances restent ,un des moments perçu ,comme permettant le depaysement ,la liberté,par opposition aux contraintes d'une année de travail et de dures difficultés .

Voilà pourquoi ,gouvernement et patronat ,appliquent à ce secteur des vacances ,une politique d'austérité ,dont l'objectif est de prélever sur les ressources des travailleurs toujours plus,au profit de puissants intérêts financiers .

En effet ,qui sont les bénéficiaires des hausses de prix ,qui ont amputé durant cet été le budget vacances des français ?

- 80% du coût d'un litre d'essence tombe dans les caisses de l'Etat et des Compagnies Pétrolières ;ces dernières affichant des profits faramineux.
- La hausse des péages d'autoroutes ,profitent aux organismes financiers,qui ont largement bénéficié des deniers publics pour réaliser ces autoroutes.
- Les hausses des redevances camping-caravaning ,c'est un accroissement du produit de la T.V.A ,qui entre dans les caisses de l'Etat .
- Les hausses des cotisations Sécurité Sociale ,c'est faire payer par les travailleurs ,la participation financière aux vacances versée par cet organisme à ces mêmes travailleurs.

La T.V.A prélevée sur les campeurs-caravaniers ,represente 20 fois plus,que ce que le gouvernement a alloué ,en I 979 pour financer des places de camping.

Pendant ce temps ,1 français sur 2 ne part toujours pas en vacances ,et plus de 12 millions ,faute de moyens financiers . L'accès des ouvriers et employés aux vacances régresse depuis trois ans.

TOURISME et TRAVAIL ,à l'heure où les Conseils Régionaux des régions de grand Sud-Ouest ,vont avoir à élaborer une politique du Tourisme ,pour les dix ans à venir ,estime ,qu'aucun projet qui n'apporterait des solutions réelles aux besoins des travailleurs ,en matière de vacances et loisirs ,ne pourra être conséquent ,si comme l'exige notre Association:

- l'Etat n'augmente les subventions en faveur du Tourisme Social ,permettant le financement de 30 000 lits en Villages de Vacances,et 300 000 places de camping-caravaning par an ,avec un taux de subventionnement de 50% .
- et si par ailleurs ,les revendications d'aide à la personne ,qui accroîtraient les moyens financiers des des travailleurs n'étaient satisfaites .

Ces revendications sont:

- L'instauration du chèque vacances avec contribution patronale et dégrèvement fiscal ,et gestion démocratique des fonds;revendication soutenue par les confédérations C.G.T,C.F.D.T,F.O, et F.E.N .
- L'octroi de 2 billets "congrés-payés" S.N.C.F,avec réduction de 50% et extension aux transports aériens et maritimes .
- L'attribution de bons d'essence à tarif réduit (par réduction de la taxe de 71% que prélève l'Etat sur le coût de l'essence),lors des trajets aller-retour de vacances .
- La gratuité des péages d'autoroute ,lors des déplacements vacances .

TOURISME et TRAVAIL décide de faire du mois d'Octobre ,un temps fort de l'action pour défendre le droit réel aux vacances et loisirs ,en informant les travailleurs et les appelant à signer des pétitions .Par cette action ,il s'agira d'infléchir les choix du budget de l'Etat I 980 ,qui sera soumis en novembre à l'Assemblée Nationale .